La quarante-quatrième lettre d'information (2019): Le succès d'un pays n'est pas son nombre de millionnaires, mais le fait que ses masses populaires ne meurent pas de faim.



Baghdad, octobre 2019.

Chers amis, chères amies

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale**.

La jeune femme marche sur l'autoroute. Elle porte le drapeau irakien. Elle veut vivre dans un pays où ses aspirations peuvent être satisfaites et non étouffées par les détritus de l'histoire tragique de l'Irak. Le bruit des coups de feu est familier ; il est revenu dans la ville, avec les balles adressées aux manifestants. Le poète Kadhem Khanjar, membre de la Milice de la culture, se rend sur Facebook pour saisir l'essence de ce qui se passe :

C'est comme ça qu'on meurt.

Les gens simples tuent les gens simples.

Au bord de l'espoir se trouve le coup de feu de ce que Frantz Fanon appelait » le vieux bloc de granit sur lequel repose la nation « . Au moment de la protestation, quand la fusillade commence, la clarté arrive. Il ne faut pas être naïf sur le caractère de l'élite, dont les sourires camouflent les instructions données par les dents serrées aux hommes de main, leurs » hommes simples » prêts à tuer les » gens simples « . Dans le meilleur des cas, le » bloc de granit » hausse les épaules, remue son cabinet, propose de modestes réformes ; dans le pire des cas, ses soldats – leurs visages couverts pour empêcher les larmes de couler – tirent sur leurs proches.

Au loin, à Londres, Paris, Francfort et Washington, les élites reniflent les pellicules de leurs épaules. Nous ne sommes pas comme eux « , disent-ils à propos des élites de Santiago et de Bagdad, alors que tout le monde sait qu'elles sont identiques, car il n'y a pas si longtemps elles avaient envoyé leurs robocops pour humilier les vestes jaunes et occuper Wall Street.

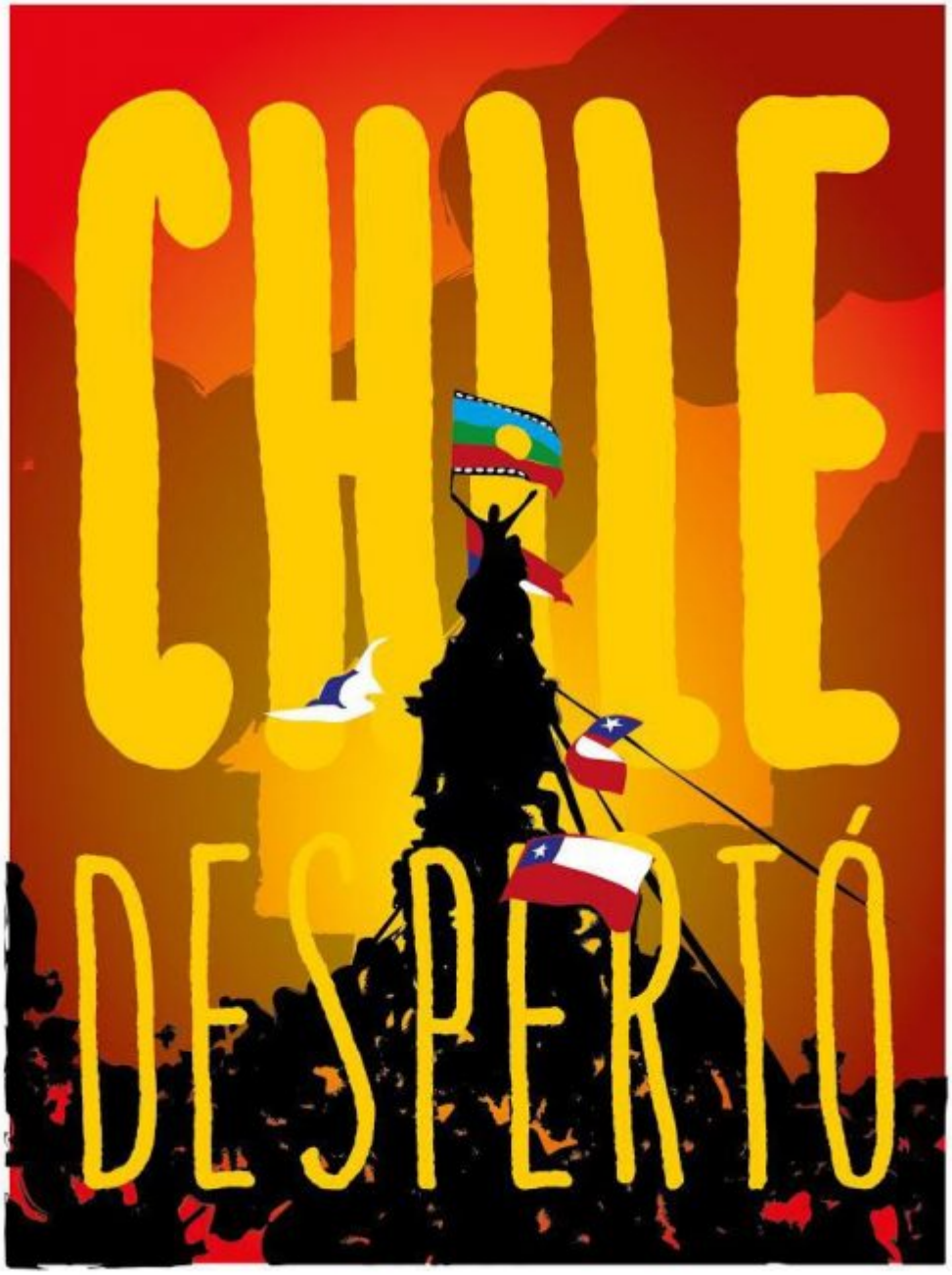
Il y a plusieurs décennies, l'écrivain chilien et argentin Ariel Dorfman était assis dans le métro de Paris en train de lire *The Clown* de Heinrich Böll (1963). Ce doit être un triste métier « , dit un homme assis en face de Dorfman, en faisant référence au clown. Dorfman et l'homme reconnurent que l'autre était triste. L'homme a dit qu'il venait du Brésil. Ils se sont embrassés les uns les autres pour leur situation difficile commune – leurs pays sous la dictature. Je suis triste,' dit l'homme,'parce que je veux que nous gagnions, mais dans mon cœur, je ne pense pas que nous le ferons'.



L'homme a souligné un dimension importante de notre situation, le sentiment que les élites sont retranchées dans leur bloc de granit, ne voulant pas laisser l'humanité le briser et libérer le meilleur de l'éthique humaine. C'est ce que les deux hommes ont compris, bien qu'ils aient tous deux voulu gagner. C'est le désir de gagner qui a poussé plus d'un million de personnes dans les rues de Santiago (Chili), et ce sont ces millions qui ont chanté la chanson de Victor Jara, *El derecho de vivir en paz* (« Le droit de vivre en paix »), que Jara a chantée pour Ho Chi Minh et les Vietnamiens en 1971. Deux ans plus tard, la dictature chilienne a arrêté et brutalement tué Jara.

El derecho de vivir en paz, octobre 2019.

Que des milliers de personnes aient chanté Jara dans les rues de Santiago ce mois-ci, la mélodie à la fois triste et provocante, suggère la revendication de Jara.



Johan Söderström, 2019.

Le 22 décembre 1916, M. K. Gandhi donna une conférence à la Muir Central College Economic Society à Allahabad (Inde). Ici, Gandhi a proposé une mesure simple pour la civilisation – « *la mesure du succès dans un pays*« , a-t-il dit, « *n'est pas le nombre de millionnaires qu'il possède, mais l'absence d'affamement parmi ses masses*« .

Cent ans plus tard, la phrase reste électrique, avec une seule mention – pas millionnaires, mais milliardaires. La grande banque Credit Suisse publie un rapport annuel sur le patrimoine mondial. Le présent **rapport**,

publié ce mois-ci, calcule que les 1 % les plus riches de la population mondiale détiennent à eux seuls 45 % de la richesse mondiale totale, tandis que les 10 % les plus riches possèdent 82 % de la richesse mondiale totale ; la moitié inférieure des détenteurs de richesse – 50 % de l'humanité – représente moins de 1 % de la richesse mondiale totale. Ce petit pourcentage, le 1%, forme le noyau du bloc de granit. Plus de la moitié des personnes les plus riches vivent en Amérique du Nord et en Europe ; exactement la moitié des personnes ultra-riches, les personnes à valeur nette très élevée qui ont plus de 50 millions de dollars chacune, vivent en Amérique du Nord. Le recensement milliardaire de 2019 de Wealth-X **montre** que les États-Unis comptent 705 milliardaires, soit beaucoup plus que le nombre total de milliardaires dans les huit pays suivants du recensement.

Le Chili a le taux d'inégalité le plus élevé parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ses milliardaires éparpillent de l'argent dans les poches de tous les grands partis politiques, ce qui donne à penser que la démocratie consiste à obtenir de l'argent des grands blocs capitalistes plutôt qu'à intégrer les aspirations du peuple dans les politiques. Les Angéliques, les Paulmanns, les Cuetos, les Solaris et les Luksics peuvent soutenir différentes fractions politiques, mais en fin de compte – quel que soit le vainqueur – ce sont ces milliardaires et leurs conglomérats qui définissent la politique et qui en bénéficient. C'est pourquoi plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue pour chanter Victor Jara. Ils veulent le *droit de vivre en paix*, le droit de contrôler leur vie.

La norme de Gandhi ne concerne pas seulement le nombre d'ultra-riches, mais aussi ceux qui luttent chaque jour contre la faim. Il y a quelques mois, l'Organisation mondiale de la santé a publié un **rapport** sur la faim qui montrait qu'au moins 821 millions de personnes se couchent la nuit le ventre vide. C'est un chiffre affreux. Mais ce n'est pas suffisant. Des études menées par les agences des Nations Unies révèlent qu'environ 2 milliards de personnes – soit une personne sur quatre – souffrent d'insécurité alimentaire modérée à grave, ce qui signifie qu'elles » n'ont pas un accès régulier à une alimentation sûre, nutritive et suffisante « .

Alors, nous y voilà. Selon la formule simple de Gandhi, le monde échoue son test.



Hope 1886 George Frederic Watts 1817-1904 Presented by George Frederic Watts 1897
http://www.tate.org.uk/art/work/N01640

George Frederic Watts, *Hope*, 1886.

Le Chili est entouré par l'Argentine et la Bolivie. En Argentine, les élections présidentielles ont éjecté Macri, qui a été blessé par son **retour** au FMI. Le Bolivien Evo Morales a occupé son siège pour un quatrième mandat. Leurs victoires sont significatives, bien que la » marge de manœuvre politique « dont ils disposent reste limitée. Evo s'est battu pour élargir cet espace, pour pousser aussi fort que possible afin de faire avancer la Bolivie dans une direction progressiste. Alors que le taux de croissance du Chili a chuté à 1,7 %, celui de la

Bolivie a augmenté de 4,2 %. Mais ces chiffres ne suffisent pas. La pression de l'impérialisme réduit la capacité d'un gouvernement de gauche à admettre les désirs du peuple dans la logique de la gouvernance.

Le récent **rapport** sur le commerce et le développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) rappelle ce que la CNUCED dit depuis sa création en 1964 : les pays du Sud ont besoin d'une marge d'action importante pour » poursuivre leurs priorités nationales « . L'idée de « marge d'action » a d'abord été développée par la CNUCED en 2002, puis elle a obtenu un statut officiel dans le **Consensus de São Paulo** de 2004 à la onzième session de la Conférence. Ce terme regroupe trois principes liés entre eux :

1. Le principe de l'égalité souveraine des États (**Charte des Nations Unies**, article 2.1).
2. Le principe du droit au développement (**Declaration sur le droit au développement**, Résolution 41/128 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1986).
3. Le principe du traitement spécial pour les pays en développement, notamment l'octroi d'un traitement spécial et différencié (Déclaration sur le droit au développement, Résolution 41/128 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1986, article 4.2).

Il est certainement vrai que, même avec la » marge de manœuvre politique » restreinte, plusieurs instruments importants restent entre les mains des gouvernements. Cependant, ces instruments sont souvent émoussés par les » priorités » fixées par les organisations multinationales telles que le FMI et la Banque mondiale, par les accords commerciaux, par les pressions du G7 et par la profession économique dominante qui s'est longtemps perdue. Elles sont en outre atténuées par des menaces de sanctions si les gouvernements de gauche suivent leur propre voie. Mais la » marge d'action » n'est pas un problème suffisant ; le plus grand problème est le manque de financement.

Des pays comme l'Argentine et la Bolivie – avec des gouvernements de gauche – n'ont tout simplement pas la capacité de lever des fonds pour les priorités fixées par leur propre peuple lors des élections. L'électorat pourrait dire non à l'austérité, mais – comme les Grecs l'ont constaté – leur voix avait moins de pouvoir que celle du secteur bancaire et des États impérialistes ; pour les Grecs, c'était la troïka (le FMI, la Banque centrale européenne, l'Union européenne). Le dernier **rapport** de la CNUCED souligne l'importance du financement par la création de banques publiques de développement (BDP). S'inspirant du rapport, Jomo Kwame Sundaram et Anis Chowdhury **ont défini** le mécanisme des APB :

1. Fournir aux banques publiques davantage de capitaux pour accroître les prêts, y compris par le biais d'un financement direct.
2. Soutenir les banques de développement à l'aide de mandats gouvernementaux clairs, d'indicateurs de performance et de mécanismes de reddition de comptes qui mettent en valeur d'autres critères que les critères financiers.
3. Empêcher que les APB ne soient subordonnés à des critères commerciaux à court terme.
4. Encourager les fonds souverains, dont les actifs sont estimés à 7,9 billions de dollars, à affecter des ressources à l'appui des APB.
5. Veiller à ce que les organismes de réglementation bancaire traitent les banques publiques, en particulier les APB, avec une compréhension appropriée de leurs mandats spécifiques.
6. Libérer les banques centrales de leur focalisation généralement étroite sur la stabilité des prix, généralement par des » cibles d'inflation » au cours des dernières décennies, pour qu'elles puissent jouer un rôle plus audacieux et proactif dans le développement.

Juan Grabois, Confédération des travailleurs de l'économie populaire (CTEP) et Frente Patria Grande s'entretient avec **People's Dispatch** sur les défis du nouveau gouvernement en Argentine.

La jeune femme sur la route à Bagdad, les gens qui chantent Victor Jara à Santiago, les électeurs en Argentine et en Bolivie, les manifestants vétérans des rues d'Athènes – ce qu'ils veulent, c'est que leur gouvernement élabore des politiques qui découlent de leurs aspirations. Ils veulent que ces politiques produisent moins de personnes affamées et moins de milliardaires. Ils veulent gagner. Ils ne veulent pas être comme Dorfman et son ami brésilien – c'est triste parce qu'ils veulent gagner mais craignent de ne pas le faire.

Tous les deux ou trois ans, les habitants de la planète se lèvent et annoncent que l'Intifada mondiale a commencé. Quelques mois plus tard, leurs espoirs sont anéantis et la formule reste la même : plus de milliardaires, plus de gens affamés. Mais, un jour, le soleil brillera, et l'ange de l'histoire sourira avec lui ; les rayons du soleil feront fondre le vieux bloc de granit et nous aurons le droit de vivre en paix.

Chaleureusement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*